

Commission: Sommet UE-MERCOSUR-ACEUM

Problématique: Quel futur pour les relations de coopération transatlantiques face aux transformations géopolitiques récentes?

Auteur: France

La France est une république semi-présidentielle depuis 1958 qui est actuellement dirigé par Élisabeth Borne (première ministre), son gouvernement et Emmanuel Macron (président) qui se proclame et de gauche et de droite. La France est l'un des membres fondateurs de l'ONU, créée en 1945, où elle bénéficie d'un siège permanent au Conseil de sécurité. De plus elle est également un des six membres fondateurs de l'Union européenne qui a été créé en 1957 et compte 79 députés au parlement européen. En outre elle est pareillement membre de l'espace Schengen depuis 1995 et entre dans la zone euro en 1999. Les relations transatlantiques entre l'UE, le MERCOSUR et l'ACEUM semblent essentielles pour le futur sur de nombreux plans, la France s'en rend bien compte et souhaite collaborer au mieux avec ces organisations notamment finaliser l'accord avec le MERCOSUR maintenant que Lula Da Silva est à la tête du Brésil.

Le besoin d'approfondir les relations transatlantiques sont jugées très importantes par la France, notamment sur le plan économique. Le libre-échange entre les membres de l'UE et les membres du MERCOSUR sont profitables à tout deux. D'un côté l'importation de la viande et de l'éthanol vers l'Europe avec l'élimination des droits de douanes bilatéraux avantagerait les membres du Mercosur. Un problème est soulevé par les agriculteurs français qui dénoncent une concurrence déloyale avec des normes environnementales, sociales ou sanitaire différente. De l'autre côté cette relation favoriserait les exportations européennes d'automobiles mais également les exportations textiles et alimentaires notamment vers le Brésil. L'UE souhaite également resserrer les liens avec les pays membres de l'ACEUM notamment les États-Unis avec qui les bases d'une coopération sur la défense et la sécurité sont déjà posé.

L'accord trouvé entre le MERCOSUR et l'UE ne convient pas à la France dus au manque d'engagement au niveau de la biodiversité et au niveau environnementales de la part Brésil et donc s'oppose à la ratification de l'accord. La France est cependant prête à ratifier l'accord si des clauses contraignantes en matière de pesticides, d'antibiotiques et de bien-être animal sont ajouté. En outre l'accord doit respecter l'accord de Paris, des normes environnementales et sanitaires imposées aux producteurs européens. Dans le cas contraire rien ne pourrait justifier la ratification d'un tel accord. La France se montre cependant optimiste au vu du nouveau président brésilien (Lula Da Silva) qui contrairement à son prédécesseur (Bolsonaro) semble prêt à protéger l'environnement et la forêt amazonienne. La France souhaite également que la coopération sur la défense et sécurité entre les États-Unis et l'UE progresse rapidement.

Un des problèmes rencontré suite à l'accord entre l'UE et le Mercosur est soulevé par les producteurs français qui dénoncent une concurrence déloyale car eux doivent respecter certaines normes environnementales. La France compte ratifier l'accord seulement sous certaines conditions comme dit précédemment. De plus le processus serait fait petit à petit s'étalant sur plusieurs années et au cas improbable où il y aurait un problème la France stopperait le projet. Suite à l'attaque militaire de la Russie contre l'Ukraine, l'UE désire améliorer sa défense et cela se traduit par de nombreux projets et plus de fonds dédié à la sécurité.

Pour conclure la France en tant que représentant de l'UE espère approfondir ses liens avec l'ACEUM notamment avec les États-Unis au sujet de la défense et de la sécurité. De l'autre côté l'UE souhaite également que l'accord avec le MERCOSUR soit rapidement ratifié par ses 27 membres mais la France s'oppose à sa ratification si les clauses contraignantes à propos de la biodiversité et de l'environnement ne sont pas ajoutées. La France mettra donc tout en œuvre pour trouver des accords avantageux économiques, mais respectant la biodiversité, pour tous les partis.

